

TRICASTIN : CONSÉQUENCE DE LA FUITE D'URANIUM

Socatri devra fermer une station



Les prélèvements et analyses se poursuivent dans les rivières, les lacs, les puits et les sédiments. Hier matin, 18 kilos de poissons ont été pêchés aux abords de l'usine et seront prochainement analysés. Le DL

Hier matin, l'Autorité de sûreté nucléaire a annoncé la fermeture de la plus vétuste station de traitement, d'où s'est échappée une solution contenant de l'uranium, sur le site de Socatri. Si aucune pollution n'a été constatée dans la nappe phréatique, baignade, pêche et utilisation des eaux de surfaces restent cependant interdites. P. 3

BOLLÈNE : CONSÉQUENCE DE LA FUITE D'URANIUM À SOCATRI

La station condamnée



Les prélèvements et analyses se poursuivent dans les rivières, les lacs, les puits et les sédiments. Hier matin, 18 kilos de poissons ont été pêchés aux abords de l'usine et seront prochainement analysés. Le DL

Hier matin, l'Autorité de sûreté nucléaire a annoncé la fermeture de la plus vétuste station de traitement, d'où s'est échappée une solution contenant de l'uranium, sur le site de Socatri. Si aucune pollution n'a été constatée dans la nappe phréatique, baignade, pêche et utilisation des eaux de surfaces restent cependant interdites. **P. 3**

FUITE D'URANIUM AU TRICASTIN

L'autorité de Sûreté nucléaire a inspecté l'entreprise jeudi **SOCATRI** devra fermer sa station

La plus vieille et la plus vétuste des deux stations de traitement de la Socatri ne fonctionnera plus. C'est ce qu'a annoncé, hier, l'Autorité de sûreté nucléaire par la voix de Charles-Antoine Louët, chef de la division de Lyon de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Une installation «vétuste» mise en cause dans la fuite de 74 kg d'uranium naturel dans la nature, dans la nuit de lundi à mardi. « C'est de toute façon une unité qui avait vocation à être arrêtée » dans les semaines à venir, a de son côté indiqué Philippe Lendevic, délégué territorial de l'ASN. Une nouvelle station de traitement des effluents uranifères est en effet en cours de construction.

Une cuve qui fuit goutte à goutte

Les constatations, jeudi sur le site de la Socatri, des inspecteurs de l'ASN et de l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité), ont précipité cette fermeture. « La station de traitement n'était pas encore totalement sécurisée », précise Charles-Antoine Louët.



Charles-Antoine Louët, chef de la division de Lyon de l'ASN, a constaté de nouvelles fuites sur le site, jeudi

Deux cuves, dont l'une fuyait goutte à goutte, étaient encore pleines d'effluents, alors qu'elles sont sur un bassin de rétention non étanche. « Elles devront être vidangées », a ajouté l'expert.

D'autre part, l'excavation de la zone de chantier contaminée en uranium n'était toujours pas terminée jeudi. Le troisième et dernier point concerne la partie ouest du canal, entre le point de rejet et la Gaffière, où une partie des effluents uranifères s'est déversée lundi soir. Cette portion a été asséchée, mais en cas de pluie, l'eau peut à nouveau entraîner des sédiments contaminés vers la rivière voisine.

La nappe bientôt exploitable

Cet arrêt de la station devrait faciliter la levée « très rapide » préconisée par l'ASN, de l'interdiction d'utiliser l'eau de la nappe phréatique. Une surveillance de la concentration d'uranium dans cette nappe va également être mise en place. « L'impact immédiat sur les nappes a été minime, précise Charles-Antoine Louët. Mais l'on peut craindre des infiltrations. Il faut donc continuer à être vigilant.

Pêche et baignade encore interdites

En revanche, la pêche, la baignade et l'utilisation des eaux de surface devraient rester interdites. « Nous attendons les résultats de mesures effectuées sur les sédiments des cours d'eau voisins, d'ici une à deux semaines », précise Charles-Antoine Louët.

Après la série de « négligences humaines et de dysfonctionnements », notamment l'annonce tardive de la fuite aux autorités et à l'ASN, un procès-verbal sera prochainement transmis au procureur de Carpentras, qui décidera des suites judiciaires à donner.

Florence CLAVEL

TRICASTIN L'ONG "Next up" accuse

Branle bas de combat chez Next-up organisation non gouvernementale qui oeuvre d'ordinaire sur les champs électromagnétiques, depuis mardi.

Ce jour-là, les membres de l'ONG sont en pleins relevés vers le site de Cruas, lorsqu'ils entendent parler de l'incident de la Socatri. « Nous nous sommes immédiatement rendus sur place, et nous avons vu que toutes les vannes étaient ouvertes ! » expliquait hier l'un des coordinateurs.

Après avoir passé plusieurs heures sur le terrain, leurs conclusions sont sans appel : « C'est de l'amateurisme ! Pour limiter la pollution environnementale, il aurait fallu fermer les vannes afin que l'eau soit canalisée et rejoigne rapidement le Rhône, où elle aurait été plus rapidement diluée. Là, on a laissé essaimer, peut-être jusqu'à la nappe phréatique. Et de toutes manières, on a laissé les gens jardiner, arroser, pêcher, se baigner et même boire pour certains... C'est une erreur monumentale ! On ne pouvait pas faire pire !.

C'est à se demander même si ce n'était pas pour que les mesures soient plus basses au moment des contrôles qui ont suivi puisque ainsi, une heure après le débordement, le produit était déjà en partie dilué dans la zone ! ».

Bien décidé à dénoncer ce qu'ils estiment être un véritable scandale, les membres de Next up ont prévu de mettre en ligne leur enquête : www.next-up.org

M.R.

TRICASTIN SOCATRI «prend acte» de la décision

«Socatri prend acte des décisions de l'ASN et va poursuivre les opérations de remise en état entreprises depuis l'incident. »

Dans un bref communiqué, rappelant l'origine de l'incident, la filiale d'Areva confirme que l'utilisation des anciennes cuves de stockage des effluents industriels a été aussitôt interrompue et qu'elle poursuit son activité sur les nouvelles installations

LA CRIIRAD

Le directeur de la Criirad, Roland Desbordes : «On nous annonce des mesures draconiennes au bout de trois jours et demi !

En même temps, ils reconnaissent qu'ils sont allés voir d'autres cuves et qu'elles sont en mauvais état, qu'il faut mettre tout ça en conformité, mais l'ASN valide cependant encore le travail de la Socatri, c'est plutôt inquiétant. »

